

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **18 AOUT 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Transport et Carrières BODERIOU**

1 route de Saint-Pol de Léon  
Lieu-dit LESCONDAN  
29420 Mespaul

Code AIOT : 0005502547

ENV-D-23.0348  
**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement Transport et Carrières BODERIOU implanté 1 route de Saint-Pol de Léon Lieu-dit LESCONDAN 29420 Mespaul. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de l'inspection, visée en objet du présent rapport, s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Transport et Carrières BODERIOU
- 1 route de Saint-Pol de Léon Lieu-dit LESCONDAN 29420 Mespaul
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BODERIOU exploite une carrière de granite et ses installations de traitement, autorisées par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- plan de gestion des déchets d'extraction,
- tirs de mine,
- émissions de poussière,
- émissions sonores,
- vibrations.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Situation administrative rubrique 2515	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 1	/
2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/
3	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 1	/
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 9	/
5	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 10	/
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 11	/

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non conformité concernant les points de contrôlé inspectés.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative rubrique 2515

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> La S.A.S.Transports et Carrières BODERIOU dont le siège social est situé 33, rue Charles de Gaulle – 29420 PLOUVORN est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de PLOUVORN et MESPAUL au lieu-dit « Lescondan », une carrière à ciel ouvert de granite et les installations annexes de premier traitement des matériaux, dont les activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont répertoriées comme suit :			
<b>ACTIVITES</b>	<b>CAPACITE MAXIMALE</b>	<b>RUBRIQUE</b>	<b>REGIME</b>
Exploitation d'une carrière Superficie totale : 20 ha 17 a	Production maximale annuelle : 250 000 t Production moyenne annuelle : 220 000 t	2510	A
Broyage, concassage, criblage, nettoyage, mélange de pierres cailloux	Puissance installée de l'ensemble des machines : 820 kW Quantité maximale traitée : 250 000 t/an	2515	A
<b>Constats :</b> L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• que la puissance maximale concernant la rubrique 2515 est de 820 KW,</li><li>• que la production pour l'année 2022 est de 216 000 tonnes.</li></ul>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

## N° 2 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un plan de gestion datant de juin 2021. L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion comporte les éléments prévus à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et que le plan de gestion date de moins de 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Tirs de mine**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tirs de mine
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) L'exploitant réalise un contrôle annuel de sa méthodologie d'implantation de tir : (...) - un audit d'un tir hors secteur sud-est sera réalisé une fois par an par la société EPC pour vérifier l'implantation du tir. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport d'audit du 19 juin 2023 réalisé par EPC Groupe concernant le tir de mine réalisé le même jour. L'audit consiste à comparer l'azimut et la profondeur théorique avec ceux réalisés. L'exploitant indique que l'audit montre une implantation conforme du tir. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a réalisé a minima l'audit d'un tir en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Des mesures annuelles de retombées de poussières sont effectuées à proximité des habitations de Lanniviec et de Poulloupry.</p> <p>Les convoyeurs susceptibles d'être sources d'émissions de poussières seront équipés de dispositifs permettant de limiter ces émissions.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières. Notamment :</p> <p>&gt; les voies de circulations et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, ...) et convenablement nettoyées ou arrosées en période sèche ;</p> <p>&gt; les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de boues ou de poussières sur la voirie publique. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• a procédé à des mesures de retombées de poussières à proximité des secteurs de Lanniviec (zone 2) et Poulloupry (zone 1) ;</li> <li>• a mis en place des dispositifs pour limiter les émissions de poussières et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ des talus et une végétation dense autour du site,</li> <li>◦ un système de brumisation au niveau du déchargement vers le traitement des matériaux,</li> <li>◦ des bâches sur les tapis transporteurs,</li> <li>◦ l'arrosage des pistes et aires de circulation utilisées le jour de la visite.</li> <li>◦ un système de lavage des véhicules, y compris des roues en sortie de site pour éviter le dépôt de boues ou de poussières sur la voirie publique.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les résultats ne font pas apparaître de concentration révélatrice d'un dysfonctionnement ou d'une insuffisance des mesures de prévention des envols de poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Retombées de Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de mesures de retombées de poussières : <ul style="list-style-type: none"><li>• du 19/01/2022 au 23 février 2022,</li><li>• du 14 septembre 2022 au 19 octobre 2022.</li></ul> L'inspection des installations classées constate que les niveaux de retombées de poussières sont inférieurs à la valeur limite de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour pour l'ensemble des points de type (b) pour les deux campagnes réalisées en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 10										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet										
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse ...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :</p> <p>⇒ 5 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A),          ⇒ 6 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux inférieurs à 45 dB(A).</p> <p>Il n'y a pas d'activité de production de 22 h 00 à 6 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés.</p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 60 dB(A) à l'exception d'un secteur de 200m au droit des installations, le long de la RD 69 où ce niveau limite est porté à 65 dB(A).</p> <p>Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous et au plan ci-joint.</p> <p>Ce tableau fixe les points de contrôle et la nature des contrôles à effectuer :</p> <table border="1" data-bbox="381 1178 1235 1426"> <thead> <tr> <th></th><th>Jour (7h00-22h00)</th></tr> <tr> <th>Points de contrôle</th><th>Contrôle</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 – Habitation au Sud du site</td><td>Emergence</td></tr> <tr> <td>2 – Lescondan</td><td>Emergence</td></tr> <tr> <td>3 – Kerannou</td><td>Emergence</td></tr> </tbody> </table> <p>Il est procédé une fois tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Lors de ce contrôle, l'activité de la carrière doit être représentative de l'activité habituelle. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>		Jour (7h00-22h00)	Points de contrôle	Contrôle	1 – Habitation au Sud du site	Emergence	2 – Lescondan	Emergence	3 – Kerannou	Emergence
	Jour (7h00-22h00)									
Points de contrôle	Contrôle									
1 – Habitation au Sud du site	Emergence									
2 – Lescondan	Emergence									
3 – Kerannou	Emergence									
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le rapport de mesure des niveaux sonores mesurés le 5 juillet 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le rapport conclut au respect des valeurs limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en zone à émergence réglementée,</li> <li>• en limite de propriété.</li> </ul> <p>Il précise l'absence de tonalité marquée.</p>										
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite										
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet										

**N° 7 : Vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 11										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet										
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : <table border="1" data-bbox="370 654 1238 846"><thead><tr><th>Bande de fréquence en Hz</th><th>Pondération du signal</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>5</td></tr><tr><td>5</td><td>1</td></tr><tr><td>30</td><td>1</td></tr><tr><td>80</td><td>3/8</td></tr></tbody></table> En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.	Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal	1	5	5	1	30	1	80	3/8
Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal									
1	5									
5	1									
30	1									
80	3/8									
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un tableau récapitulant les tirs de mine réalisés en 2023, avec les résultats de mesures de vibration. L'inspection des installations classées constate la réalisation de 3 mesures de vibration en 2023. Les résultats des mesures respectent la valeur limite de 10 mm/s.										
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite										
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet										

